

Compte rendu commun de la rencontre entre l'Association des Communistes Unitaires et le Parti de Gauche

A la demande de l'ACU (Association des Communistes Unitaires), une rencontre s'est tenue entre l'ACU et le Parti de Gauche le 13 janvier 2009.

La rencontre a surtout porté sur les prochaines élections européennes.

ACU

L'ACU rappelle en préambule qu'elle n'est pas une tendance du PCF mais une association autonome dotée d'une stratégie : elle souhaite contribuer à la création d'une nouvelle force politique de transformation sociale, réunissant tous les courants de la gauche de gauche, et incluant une sensibilité communiste organisée.

L'ACU est engagée dans le processus de la Fédération, conçue comme une étape vers cette nouvelle force. Il ne s'agit pas d'un parti en formation mais d'un vecteur unitaire œuvrant dans le sens indiqué ci-dessus. La Fédération regroupe actuellement l'ACU, la CNCU (coordination nationale des collectifs unitaires), le parti des Alternatifs, Alterekolo, Ecologie Solidaires, le MAI et différents réseaux locaux.

Nous proposons que la rencontre soit centrée sur l'échéance européenne, qui à notre sens ne se confond pas avec les enjeux de création d'une nouvelle force politique. Lors de son AG de novembre 2008, l'ACU a exprimé sa volonté de contribuer à la constitution d'une démarche et de listes unitaires le plus large possible aux européennes de ceux et celles qui portent à la fois le refus de l'actuelle construction de l'Union européenne et un projet européen en positif. Cela concerne tant les forces organisées que les acteurs de la société civile, les citoyens. C'est pourquoi sa délégation exprime sa satisfaction devant toutes les initiatives qui travaillent à la concrétisation de cette unité. Elle évoque l'appel de Politis « pour une autre Europe », les déclarations de plusieurs partenaires de la gauche de gauche, et le Front de Gauche voulu par le PCF et le PG.

Des expériences passées montrent que l'alchimie entre forces politiques et acteurs de la société civile peut obtenir des résultats. Il en a été ainsi lors des élections Régionales et Européennes en Ile de France de 2004 (exemple de la « gauche populaire et citoyenne », regroupant le PCF, des partis venus de l'espace de la gauche critique et des acteurs du mouvement social regroupés sous le nom d'Alternative Citoyenne, listes qui ont obtenu un score intéressant ; exemple de la liste aux Européennes, ayant permis la réélection de F Wurtz). Une autre convergence entre forces politiques et citoyennes a été la campagne unitaire du Non de gauche aux Européennes.

Pour l'ACU, l'investissement d'acteurs nouveaux et l'appropriation citoyenne de la politique sont déterminants.

Bien sur, il ne s'agit pas de produire un dispositif comme celui qui a conduit à l'échec de la candidature unitaire de la gauche antilibérale à la présidentielle. Il est nécessaire concilier ouverture et efficacité. Dans ce sens, elle trouve positive et met au débat de cette rencontre l'initiative prise par Denis Sieffert, directeur de la publication de Politis, de proposer un tour de table entre les différentes forces et courants politiques susceptibles de composer une alliance aux Européennes. Et elle est ouverte à toutes propositions sur le cadre unitaire à créer, sans préalable.

PG

Le Parti de Gauche rappelle sa vocation - parti creuset, à la fois de rupture et à vocation gouvernementale ce qui implique de regrouper une majorité électorale, vecteur d'unité dans les mobilisations et dans les élections. Sa première grande tâche sera d'œuvrer à l'unité dans un Front de gauche des forces politiques qui refusent la ratification du traité de Lisbonne et combattent pour une autre Europe dans le droit fil de ce qu'a été la campagne référendaire sur le TCE.

Le Parti de Gauche souhaite tout faire pour y arriver mais aussi éviter tout ce qui amènerait, même à son corps défendant, à son échec. Ainsi il ne semble pas pertinent de créer un cadre réunissant des forces qui ne sont pas au préalable d'accord pour construire cette unité. L'objet d'un cadre de ce type deviendrait davantage celui de la nécessité et possibilité de l'unité que de sa construction même. Or pour le PG, depuis l'appel commun au Front de gauche fait par le PCF et lui, et sachant qu'il s'agit d'un appel tourné vers l'extérieur, le processus a déjà démarré. Et dans ce cadre, le PG estime nécessaire de constituer un comité d'initiative ouvert autour du Front de Gauche et intégrant si possible dès sa naissance puis au fur et à mesure toutes les forces qui voudront en faire partie. Il serait également souhaitable de travailler à un comité national de soutien dans lequel une initiative comme « l'appel pour une autre Europe » initié par Politis, que beaucoup de responsables du PG ont signé, aurait toute sa place.

D'autre part avec le Front de gauche, le PG ne vise pas le même objectif que les alliances des régionales et européennes en Ile de France en 2003 et 2004. Non pas que ces expériences soient niées – des composantes aujourd'hui au PG en ont fait partie – mais à l'époque l'objet de ces listes était presque plus important que le résultat : il s'agissait de faire la démonstration de la possibilité de construire un cadre unitaire entre le PCF, des forces politiques et des acteurs du mouvement social et de son efficacité à faire un meilleur score que le PCF seul. Nous ne sommes pas dans le même cas de figure. Depuis il y a eu la victoire du Non au TCE qui montre que la gauche qui a porté ce choix peut prétendre être majoritaire, l'élection de Sarkozy et l'arrivée au pouvoir d'une droite dure et plus libérale encore et du coup un énième échec de la gauche, depuis il y a eu la crise du système capitaliste, depuis il y a l'émergence de nouvelles forces politiques, NPA et PG... Le Front de Gauche ce n'est pas un cadre d'alliance type Ile de France 2004 avec le PG et les Alternatifs en plus, sans encore une fois dénier l'intérêt qu'ont eu ces listes à l'époque. Le but premier du Front de Gauche c'est de battre la droite et d'être majoritaire à gauche et du coup de changer la donne. Bien sûr, en conséquence, cela démontrera aussi que ce type de construction unitaire fonctionne.

ACU

Une construction unitaire ne peut se faire autour de seules forces politiques. Il faut faire vivre un véritable pluralisme, c'est indispensable pour déclencher une dynamique politique et mobiliser les électeurs. Les campagnes Ile de France de 2003/2004 et l'appel des 200 ont démontré l'efficacité d'une construction liant champ social et champ politique. Une alliance aux Européennes qui ne renouerait pas avec une telle recherche, et se contenterait d'un accord de sommet entre partis, ne marchera pas.

L'ACU précise que la Fédération n'a pas vocation à s'intégrer en tant que telle dans le front électoral évoqué, certaines de ses composantes (écologistes) ne souhaitant pas s'investir dans cette campagne. Dans le même temps, personne ne peut préjuger des effets d'une éventuelle dynamique unitaire. La participation des écologistes de gauche à une telle dynamique constitue un enjeu central. Les communistes unitaires sont disponibles pour participer en tant que tels à l'espace unitaire, au Front de Gauche, si celui-ci correspond bien à l'ambition d'une dynamique ouverte, large. Il ne s'agit pas d'un ralliement, mais d'une volonté de co-élaborer une campagne commune.

PG

Une élection ce n'est pas une campagne référendaire. Ne serait-ce que parce qu'il y a des listes à composer, des candidatures. Elle réunit donc naturellement des partis politiques qui font des accords sur un contenu et sur les listes qui le portent. Bien sûr nous n'imaginons pas et nous ne souhaitons pas que le Front de Gauche ne mobilise que les militants des partis. L'enjeu est de susciter une vraie mobilisation citoyenne de masse comme justement lors de la campagne référendaire. Mais aujourd'hui nul parti ou structure n'a la légitimité de représenter ces centaines de milliers de citoyens autour d'une table. A cinq mois de l'élection, nous ambitionnons de réunir le maximum de sensibilités de la gauche du non, avec des forces qui incarnent ces sensibilités, dont il est évidemment souhaitable que les écologistes de gauche fassent partie, ce qui n'exclut évidemment pas que des personnalités indépendantes trouvent leur place dans la campagne, y compris sur les listes.

C'est nécessaire pour qu'un maximum de citoyens se mobilise dans cette élection et cette mobilisation est utile pour le résultat et pour l'avenir. Voilà pourquoi nous rencontrons tout le monde sans poser de préalable : Alternatifs, NPA, MRC, CNCU, M'PEP, POI, etc... Mais pour autant cela ne doit pas être une prime à l'émiettement et du coup à l'incompréhension des électeurs dans une période qui voudrait plutôt que s'opèrent des regroupements.

ACU

La crise politique est telle qu'un assemblage de partis politiques n'est pas suffisant. N'ignorons pas le risque de l'abstention dans les milieux populaires, du succès possible de listes qui se nourrissent de la situation internationale (comme Euro-Palestine en 2004) et même du vote refuge pour le PS. Nous prenons positivement l'intention du PCF et du PG de ne pas s'enfermer dans un tête à tête, mais au contraire de construire avec les forces politiques et sociales qui le souhaiteront. Nous souhaitons aussi que le cadre de coordination ne soit pas une machine ingérable : il s'agit d'être efficace, de mener campagne ensemble, dès les semaines à venir. Mais il faut que le cadre commun soit le plus large possible, donc incluant par exemple la CNCU, dont l'orientation unitaire pour les élections européennes est connue.

Nous ne conditionnons pas notre participation au fait que tout le monde y soit, surtout s'il s'agit d'un refus manifeste de l'unité de la part d'une des forces, mais par contre il faut vraiment que l'ouverture soit réelle. Nous serions partie prenante d'un tel cadre.

PG

Nous avons bien compris, c'est d'ailleurs pourquoi nous rencontrons tout le monde. Que nous avons dit au NPA par exemple qu'il n'y avait pas de préalable à la discussion, que nous les invitons à faire des propositions notamment sur leur idée de Front durable. Mais nous voulons être également honnêtes : d'une part chacun n'est pas égal dans une telle alliance. Le PG, par exemple, estime qu'il n'a ni l'ancienneté du PCF, ni son nombre d'élus, ni de militants et c'est notamment la raison pour laquelle nous avons dit d'emblée que nous estimions normal que dans le cadre de cet accord, la tête de liste des deux régions qui ont envoyé les deux députés communistes au parlement européen soit réservée au PCF. En outre il y a un problème particulier avec les structures basées sur la double appartenance dans le cadre d'une élection. C'est le cas notamment pour l'ACU qui comporte beaucoup de militants du PCF, y compris des responsables et élus dont on peut penser que dans le cadre d'une démarche, qu'ils ont soutenu au congrès, ils se retrouvent sur le quota des candidatures proposés par le PCF. Convenons qu'il n'est pas facile d'imaginer négocier avec deux mouvements politiques qui chacun comporte pour partie les mêmes militants... C'est peut-être observer le Front de Gauche par le petit bout de la lorgnette mais nous savons que ces questions existent. Enfin nous ne connaissons pas la décision du PCF sur cette demande que nous lui relayerons mais sans l'engagement du PCF, et donc de la votre puisque sur ce point vous étiez en accord, nous savons que le Front de Gauche n'existerait pas. Cela nous conduit à dire par honnêteté envers vous que ne pourrions pas nous abstraire de l'opinion qu'aura le PCF en la matière. Mais sans doute lui poserez-vous la question directement.

Les deux délégations étaient composées de :

ACU : Gilles Alfonsi, Daniel Rome, Pierre Zarka, Daniel Dalbera

PG : Eric Coquerel, Hayat Dhalifa, Pascale Le Neouannic.